

[Text]

summary answer to your question was the thing I quoted from the IMF. That is what I think we need to allow these countries to develop.

• 2130

We have to ask ourselves why they have so consistently failed. For all the talk we had in the late 1970s and the early 1980s about the end of the Third World, not very much has happened, except in the G-4 countries: Singapore, Hong Kong, South Korea and Taiwan. They have undergone a total transformation. They are developed countries. Korea is an incredible economy. It is one of the only three internationally competitive producers of random-access-memory chips. These are produced not under licence in Korea, but by Korean firms using Korean technology. It is very remarkable.

But if you look at per capita incomes, the developing world is very much in the position it was in in the 1950s and 1960s. In fact, many countries are in a worse position. There is no blueprint for this answer, and the most important thing that we have to do is to create conditions that would be conducive to allowing countries to develop. They would not necessarily make countries build economies, but they would allow them to do so. At the moment, we are undermining their efforts.

We tell the Jamaicans to fully deregulate their financial markets. When I was in Washington speaking to the IMF, they were worried because the World Bank was actually pushing the Jamaican government to the point of asking the Central Bank in Jamaica to stop imposing any liquid asset ratios, to stop trying to control the money supply, on the grounds that the market would do it. If they fixed the exchange rate, then the market would determine the appropriate supply of money.

This is an extreme theoretical position that nobody would dream of attempting to apply in any industrial country, but which is being applied in Jamaica under tremendous pressure. At the same time, the IMF publishes statistics deploring the fact that so much private money goes out of Latin America, and says that is why the debt is not repaid. You cannot do those two things at the same time. If you keep deregulating the financial markets, then you have to accept that the moment anybody loses confidence, you get capital flight on a massive scale.

In Jamaica short-term interest rates were up to 35% when I was there. I went to speak to the manager of the Canadian Bank of Nova Scotia. I asked who took up credit at those rates. The inflation rate, incidentally, was 8%. The only people who take up credit are people who are building for dollar income, people building condominiums to sell to retired Americans, people going into quite high-risk agricultural projects. This is not a basis on which you can build an economy. I said to them

[Translation]

contenterai de répéter la citation du FMI. C'est cela, à mon avis, dont ces pays ont besoin pour se développer.

Nous devrions nous demander pourquoi les tentatives de ces pays se soldent si souvent par un échec. Il n'était question, à la fin des années 70 et au début des années 80, que de mettre fin à la misère du tiers-monde, mais ces belles intentions n'ont guère abouti, sinon pour quatre pays: Singapour, Hong Kong, la Corée du Sud et Taiwan qui, eux, sont des pays développés ayant subi une transformation radicale. La Corée a une économie phénoménale, c'est l'un des trois seuls pays installés sur le marché mondial pour les microplaquettes à mémoire à accès aléatoire, qui sont produites en Corée non pas sous licence, mais par des entreprises coréennes utilisant une technologie coréenne. C'est un vrai exploit.

Mais si vous examinez les revenus par habitant, le monde en voie de développement n'a guère fait de progrès depuis les années 1950 et 1960; pour certains pays, la situation s'est même détériorée. Il n'existe pas de remède assuré à ce problème, mais ce que nous avons de plus important à faire, c'est de créer les conditions qui permettent l'épanouissement de ces pays, conditions qui ne déboucheraient pas nécessairement sur une économie complexe, mais qui en rendraient la réalisation possible. À l'heure actuelle, nous contrecarrons leurs efforts.

Nous demandons aux Jamaïcains de déréglementer entièrement leurs marchés financiers. Lorsque j'ai pris la parole à Washington devant le FMI, on s'inquiétait de ce que la Banque mondiale avait obligé en quelque sorte le gouvernement jamaïcain à demander à la Banque centrale de Jamaïque de cesser d'imposer un ratio de disponibilités, de cesser d'essayer de réglementer la masse monétaire sous le prétexte que le marché s'en chargerait. Si le taux de change était fixe, le marché déterminerait la masse monétaire appropriée.

C'est là une position théorique extrême que nul ne songerait à appliquer dans un pays industriel, mais que l'on impose en Jamaïque en exerçant des pressions considérables. Concurrément, le FMI publie des statistiques déplorant que tant de capitaux privés fuient l'Amérique latine et que, pour cette raison, la dette n'est pas remboursée. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Si vous appliquez la déréglementation des marchés financiers, il faut bien accepter que toute perte de confiance s'accompagne d'une fuite massive des capitaux.

Lorsque je me trouvais en Jamaïque, les taux d'intérêt à court terme avaient atteint 35 p. 100. Dans un entretien avec le directeur de la Banque canadienne de Nouvelle-Écosse, j'ai demandé quels étaient ceux qui empruntaient à un taux pareil, alors que le taux d'inflation était de 8 p. 100. Les seuls à pouvoir bénéficier d'un crédit sont ceux qui sont dans la construction de rapport pour étrangers qui paient en dollars, par exemple les appartements vendus aux retraités américains, les gens